Le gouvernement à travers le PNSR, les partenaires techniques et financiers impliqués dans la PF et les différents bailleurs de fonds se retrouvent autour d'une table du 12 au 14 juin 2012 pour scruter les pistes d'un financement conséquent pour rendre effective la pratique de la planification familiale en RDC.

Dans son mot, la directrice du Programme national de la santé de la reproduction, Dr Marie-Louise Mbo, a présenté le sombre tableau de la RDC en ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant. Selon elle, le pays compte parmi les six pays du monde dont trois en Afrique qui supportent 50% de la mortalité maternelle avec un ratio plus élevé soit 459 décès pour mille naissances vivantes et les adolescents y contribuent à hauteur de 17%. La principale cause de ces décès étant, notamment les 4 trop, c'est-à dire les grossesses «trop rapprochées», «trop précoces», «trop tardives» et «trop multiples». Ce problème est davantage renforcé par une faible prévalence contraceptive autour de 5% et les besoins non satisfait en matière de la contraception d'élève à 24%. «Sur 100 femmes en âge de procréer et 24 voulant utiliser une méthode contraceptive n'ont pas accès au service de planification familiale. A ce besoin non satisfait s'ajoute la faible capacité de réponse».

Outre ces indicateurs clés qui sont au rouge, Dr Marie Louise Mbo a présenté les avantages de présenter la PF dont la contribution à l'autonomisation de la femme et à l'accès aux services sociaux de base, la réduction de 30% de la mortalité maternelle.

Bref, la lutte contre la pauvreté. Au regard de ces avantages, elle a souligné l'impératif de pouvoir accélérer le repositionnement de la PF. Déjà, a-t-elle poursuivi, dans cette lancée, le gouvernement a donné le ton en plaçant la redynamisation de la PF parmi les priorités du gouvernement. Cependant, pour qu'elle connaisse un succès, il faut, entre autres, un financement consistant. D'où, cet appel à tous les intervenants dans ce domaine. Abondant dans même sens, le représentant de l'UNFPA a relevé autant de fenêtres d'opportunité qui s'ouvrent à travers le monde et que la RDC peut saisir pour booster la planification familiale. Il s'agit notamment, du sommet sur la planification familiale qui prévu au mois de juillet à Londres sous les auspices de la fondation Bill et Melinda Gates et de DFID en partenariat avec l'UNFPA.

Il a rappelé également au gouvernement que l'engagement national est indispensable et que cela ne s'arrête pas seulement au niveau des documents ou de déclaration d'intention. Pour

M. Richard Dackam, l'engagement national se mesure aussi dans le budget national. C'est ainsi qu'il a estimé que la rencontre constitue une occasion pour faire un plaidoyer pour que le nouveau gouvernement démontre l'appropriation nationale de la PF en inscrivant dans le budget du ministère de la Santé une ligne pour la PF. Ceci permettrait aux partenaires au développement du pays de mobiliser plus de ressources pour appuyer le programme.

De son côté, le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi, a souligné qu'avec l'inscription de la PF comme une action prioritaire dans le DSCRP II, celle-ci peut dès lors prétendre à l'ouverture d'une ligne budgétaire au sein du ministère. Pour lui, la finalité de la réunion consiste à développer le plaidoyer dont le résultat est de renforcer la PF dans les priorités du gouvernement à la lumière des OMD. Il a lancé un appel vibrant aux partenaires et aux bailleurs à se mobiliser pour travailler au repositionnement de la PF en RDC. Par ailleurs, a-t-il indiqué, le PNSR devra à son tour se montrer capable de faire aboutir efficacement le repositionnement de la PF.

Par Raymonde Senga Kosi